

9

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR  
LA RECUPERATION DE METAUX**

**ACCORD NATIONAL 2003-2004**

**Convention collective de travail du 15 mai 2003**

**CHAPITRE I. - CHAMP D'APPLICATION**

**Article 1. - Champ d'application**

La présente convention collective de travail **s'applique** aux employeurs, ouvriers et ouvrières des entreprises relevant de la compétence de la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux.

Pour l'application du présent accord, on entend par ouvriers les ouvriers et ouvrières.

**CHAPITRE II. - CADRE**

**Article 2. - Objet**

La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'accord interprofessionnel 2003-2004 du 17 janvier 2003.

Cette convention collective de travail est déposée au Greffe du Service des relations collectives de travail du Service public fédéral emploi, travail et concertation sociale, conformément aux dispositions de l'**arrêté** royal du 7 novembre 1969 fixant les modalités de dépôt des conventions collectives de travail (Moniteur belge du 22 novembre 1969).

Les parties signataires demandent que la présente convention collective de travail ainsi que l'annexe soient rendues obligatoires par arrêté royal.

**CHAPITRE III. - GARANTIE DE REVENU**

**Article 3. - Pouvoir d'achat**

Section 1 - L'indexation

Conformément à l'article 6 de la convention collective de travail du 18 juin 2001 relative à la Détermination des salaires, les salaires horaires minimum et les salaires horaires effectivement payés seront adaptés à l'index réel le 1<sup>er</sup> mai 2003.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

16 -05-2003

?n -06-2003 NR.

ord national 2003-2004 - secteur Récupération de métaux (SCP 142.01)

66580 | 601-142.01

Le 1<sup>er</sup> janvier 2004, tous les salaires horaires minimum et les salaires horaires effectifs seront adaptés à l'index réel sur base de la formule 'index social' (= moyenne sur 4 mois) décembre 2003/avril 2003.

A partir de 2005, tous les salaires horaires minimum et les salaires horaires effectifs seront chaque fois adaptés à l'index réel le 1<sup>er</sup> janvier sur base de la formule 'index social' (= moyenne sur 4 mois) décembre de l'année calendrier comparé à décembre de l'année calendrier précédente.

La convention collective de travail du 18 juin 2001 relative à la Détermination du salaire sera adaptée dans ce sens et sera valable pour une durée indéterminée.

Ce changement dans le mécanisme d'indexation doit permettre de négocier à partir de 2005 sur base de l'index, complété par des augmentations salariales.

## Section 2 - Augmentation des salaires horaires minimum et des salaires horaires effectifs

- Au 1<sup>er</sup> novembre 2003, tous les salaires seront majorés de 1 %
- Au 1<sup>er</sup> mai 2004, tous les salaires seront augmentés du solde de 5,4% moins la somme de l'index réel au 1<sup>er</sup> mai 2003, l'index réel au 1<sup>er</sup> janvier 2004 et l'augmentation salariale de 1 % au 1<sup>er</sup> novembre 2003. Si ce solde est négatif, il ne sera pas procédé à une augmentation salariale.

La convention collective de travail du 18 juin 2001 relative aux Salaires horaires sera adaptée dans ce sens et sera valable pour une durée indéterminée, à l'exception des dispositions concernant la formule du solde qui sont valables pour la période 2003-2004.

En raison de la situation économique difficile, cette formule de solde doit être considérée comme exceptionnelle et unique.

## Section 3 - Finalisation au niveau des entreprises

L'augmentation salariale de 1 % prévue le 1<sup>er</sup> novembre 2003 peut être convertie au niveau de l'entreprise (à condition que les salaires effectifs ne soient jamais inférieurs au barème minimum national) en un avantage équivalent. Si cette concertation au niveau de l'entreprise ne débouche pas sur une convention collective de travail pour le 1<sup>er</sup> octobre 2003 au plus tard, ce budget sera converti en augmentation salariale générale de 1 % au 1<sup>er</sup> novembre 2003.

#### Article 4. - Le Fonds social

§ 1. A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2003 (pour une durée indéterminée) toutes les indemnités complémentaires seront arrondies comme suit:

- Indemnité complémentaire en cas de chômage temporaire:
  - € 5,00 par allocation de chômage
  - € 2,50 par demi-allocation de chômage
- Indemnités complémentaires pour chômage complet et pour chômeurs âgés:
  - € 5,00 par allocation de chômage
  - € 2,50 par demi-allocation de chômage
- Indemnités complémentaires en cas de maladie:
  - € 54,75 après 60 jours
  - € 74,50 après 120 jours
  - € 96,75 pour une période de maladie plus longue

§ 2. A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2003 (pour une durée indéterminée) l'âge minimum pour les chômeurs âgés de sexe masculin passe de 57 à 56 ans.

§ 3. A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2003 (pour une durée indéterminée) est instauré une indemnité complémentaire pour malades âgés. Cette indemnité de € 5,00 est prévue pour les hommes à partir de 56 ans et pour les femmes à partir de 55 ans et sera payée jusqu'à l'âge de la pension légale. Cette disposition est valable pour une durée indéterminée.

La convention collective de travail du 18 juin 2001 relative aux statuts du Fonds social sera adaptée dans ce sens pour une durée indéterminée.

#### CHAPITRE IV. - SECURITE D'EMPLOI

##### Article 5. - Clause de sécurité d'emploi

Pendant la durée de l'accord 2003-2004, les recommandations en matière de sécurité d'emploi prévues à l'article 6 de l'Accord national 2001-2002 sont prorogées:

"Pendant la durée du présent accord, aucune entreprise ne procédera à des licenciements pour des raisons économiques avant d'avoir épuisé toutes les autres mesures de maintien de l'emploi, y compris le chômage temporaire.

En cas de circonstances économiques **et/ou** financières imprévisibles et imprévues, rendant par exemple le chômage temporaire ou d'autres mesures équivalentes intenables sur le plan socio-économique, la situation sera examinée de façon paritaire et discutée au niveau approprié en fonction d'une solution à trouver."

## **Article 6. - Cellule sectorielle pour l'emploi**

Les objectifs de la cellule sectorielle pour l'emploi, repris à l'article 3 de la convention collective de travail du 10 mai 2001 relative à la Formation restent pleinement valables.

Cette cellule sectorielle pour l'emploi, installée au sein d'Educam en exécution de l'accord national 2001 -2002 sera évaluée dans ce sens.

## **Article 7. - Travail intérimaire et sous-traitance**

Pendant la durée de l'accord 2003-2004, les recommandations en matière de sécurité d'emploi prévues à l'article 8 de l'accord 2001-2002 sont prorogées :

- § 1. Les possibilités de faire appel à des contrats de travail intérimaire seront limitées aux cas prévus dans la Loi du 24 juillet 1987, en tenant compte du caractère exceptionnel de ce régime.

La procédure de consultation, comme prévu dans les CCT nos 36, 58 et 58bis du Conseil National du Travail où la délégation syndicale et, à défaut, les organisations de travailleurs, doi(ven)t donner au préalable son/leur autorisation concernant l'utilisation de travailleurs intérimaires dans l'entreprise, sera strictement appliquée.

- § 2. Les parties recommandent de limiter la possibilité de faire appel à des contrats de sous-traitance et s'engagent à prendre toutes les mesures afin d'éradiquer toutes les pratiques concernant les pseudo-indépendants.

## **Article 8. - Délais de préavis**

- § 1. En application de l'article 61 de la Loi du 3 juillet 1978 relative aux Contrats de travail, les parties s'entendent pour demander un arrêté royal visant à modifier les délais de préavis, fixés par l'arrêté royal du 12 novembre 1974 fixant les délais de préavis pour les entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux pour les ouvriers avec un contrat de travail à durée indéterminée et relevant du champ d'application de la présente convention collective de travail comme suit:

	Préavis signifié par l'employeur	Préavis signifié par le travailleur
moins de 5 ans d'ancienneté	5 semaines	2 semaines
de 5 à moins de 10 ans d'ancienneté	6 semaines	2 semaines
de 10 à moins de 15 ans d'ancienneté	8 semaines	3 semaines
de 15 à moins de 20 ans d'ancienneté	12 semaines	3 semaines
de 20 ans d'ancienneté et plus	16 semaines	4 semaines

Les délais de préavis applicables dans le cadre d'un licenciement en vue de la prépension sont ceux prévus à l'article 59 de la Loi du 3 juillet 1978 relative aux Contrats de travail.

- § 2. Ces nouvelles dispositions entrent en vigueur à la date de parution de l'arrêté royal en la matière au Moniteur belge.
- § 3. Les parties conviennent qu'à partir du 15 mai 2003 et jusqu'à la date de publication du nouvel arrêté royal mentionné au § 2, les délais de préavis pour les ouvriers ayant un contrat à durée indéterminée et relevant du champ d'application de la présente convention collective de travail seront fixés comme suit:

	Préavis signifié par l'employeur	Préavis signifié par le travailleur
moins de 5 ans d'ancienneté	5 semaines	2 semaines
de 5 à moins de 10 ans d'ancienneté	6 semaines	2 semaines
de 10 à moins de 15 ans d'ancienneté	8 semaines	3 semaines
de 15 à moins de 20 ans d'ancienneté	12 semaines	3 semaines
de 20 ans ancienneté et plus	16 semaines	4 semaines

4

Les délais de préavis applicables dans le cadre d'un licenciement en vue de la prépension sont ceux prévus à l'article 59 de la Loi du 3 juillet 1978 relative aux Contrats de travail.

## **CHAPITRE V. - FORMATION**

Tenant compte des principes énoncés ci-après, les parties signataires se déclarent d'accord pour conclure au niveau de la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux une convention relative à la Formation, entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2003 et valable pour une durée indéterminée.

### **Article 9. - Groupes à risques**

- Confirmation de la cotisation de 0,15% pour une durée indéterminée
- Poursuite des efforts en vue d'optimiser les régimes d'apprentissage en alternance
- Prorogation des dispositions concernant l'afflux des groupes à risques

### **Article 10. - Droit à la formation permanente**

- Confirmation de la cotisation de 0,15% pour une durée indéterminée
- Affiner le système existant du droit à la formation permanente

## **CHAPITRE VI. - PLANIFICATION DE LA CARRIERE**

### **Article 11. - Crédit-temps et diminution de carrière**

Le droit au crédit-temps à temps plein et mi-temps qui s'élève à 1 an maximum, conformément aux dispositions de la CCT 77bis, peut être porté à 5 ans maximum au niveau de l'entreprise moyennant concertation et accord paritaires.

A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2003, la convention collective de travail du 2 octobre 2001 relative au Crédit- temps et à la diminution de carrière sera adaptée dans ce sens pour une durée indéterminée.

### **Article 12. - Fin de carrière**

§ 1. La prépension dans le secteur est prorogée sous les mêmes conditions et dans le respect des possibilités légales.

C'est dans ce sens que les conventions collectives de travail relatives à la prépension seront prorogées à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2003 jusqu'au 30 juin 2005.

- § 2. Pour la durée de l'accord 2003-2004, les recommandations relatives à la procédure de prépension prévue à l'article 14 § 2 de l'accord national 2001 -2002, sont prorogées.

En matière de prépension, les parties recommandent, dans le cadre des mesures de redistribution du travail au niveau des entreprises, la procédure suivante: au moins un mois avant que l'ouvrier concerné atteigne l'âge de la prépension, l'employeur invitera celui-ci (par lettre recommandée) à une entrevue pendant les heures de travail au siège de l'entreprise. Lors de cette entrevue, l'ouvrier pourra se faire assister par son délégué syndical. A cette occasion, des arrangements fermes seront pris tant en ce qui concerne le timing de la prépension, que la formation du remplaçant du prépensionné.

## **CHAPITRE VII. - PROJETS SECTORIELS 2003-2004**

### **Article 13. - Classification de fonctions**

- § 1. Avant le 30 septembre 2003, une commission paritaire de classification est créée, ayant pour tâche prioritaire d'actualiser la classification de fonctions existante, d'établir une procédure en cas de contestation ainsi qu'une liste d'exemples.
- § 2. A chaque réunion, de nouvelles dispositions de travail sont convenues et une nouvelle date est fixée.

### **Article 14. - Frais de transport**

L'article 8 de la convention collective de travail du 22 mai 1991 relative aux Frais de transport est modifié comme suit: "Lorsque l'ouvrier se déplace par n'importe quel autre moyen de transport que ceux prévus aux chapitres II à V, l'ouvrier a droit à une indemnité journalière. Cette indemnité journalière est obtenue en divisant par cinq l'intervention de l'employeur dans l'abonnement hebdomadaire **SNCB**".

La convention collective de travail du 22 mai 1991 relative aux Frais de transport sera adaptée, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2003, dans ce sens pour une durée indéterminée.

### **Article 15. - Statut des délégations syndicales**

A l'article 14 de la convention collective de travail du 28 février 1974 relative au Statut des délégations syndicales, il faut préciser de façon explicite que les délégués syndicaux effectifs tout comme les délégués syndicaux suppléants sont protégés contre le licenciement.

4

## **Article 16. - Commission paritaire mixte**

Pour le 30 septembre 2003 un groupe de travail doit être mis en place afin d'examiner les possibilités de la mise en place d'une Commission paritaire mixte.

## **CHAPITRE VIII. - PAIX SOCIALE ET DUREE DE L'ACCORD**

### **Article 17. - Paix sociale**

La présente convention collective de travail assure la paix sociale dans le secteur pendant toute la durée de l'accord. En conséquence, aucune revendication à caractère général ou collectif ne sera formulée, que ce soit au niveau national, régional ou des entreprises individuelles.

### **Article 18. - Durée**

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée, du 1<sup>er</sup> janvier 2003 au 31 décembre 2004, sauf précision contraire.

Les articles applicables pour une durée indéterminée peuvent être dénoncés moyennant un délai de préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée au Président de la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux et aux organisations signataires.

Les articles applicables au Fonds social pour une durée indéterminée peuvent être dénoncés moyennant un délai de préavis de six mois, notifié par lettre recommandée au Président de la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux et aux organisations signataires.



**Annexe à l'accord sectoriel 2003-2004  
Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux  
du 15 mai 2003**

**PRIMES DE LA REGION FLAMANDE**

Les parties signataires déclarent que les ouvriers ressortissant à la Sous-commission paritaire 142.01 et qui remplissent les conditions de domicile et d'emploi prescrites par la Région flamande, peuvent faire appel aux primes d'encouragement en vigueur dans la Région flamande, à savoir:

- crédit-soins
- crédit-formation
- entreprises en difficulté ou en restructuration

Bruxelles, le 15 mai 2003

# PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE TERUGWINNING VAN METALEN

## NATIONAAL AKKOORD 2003-2004

Collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 2003

### HOOFDSTUK I. - TOEPASSINGSGEBIED

#### Artikel 1. - Toepassingsgebied

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, arbeiders en arbeidsters van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen.

Voor de toepassing van dit akkoord wordt onder arbeiders verstaan de mannelijke en vrouwelijke werklieden.

### HOOFDSTUK II. - KADER

#### Artikel 2. - Voorwerp

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2003-2004 van 17 januari 2003.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt neergelegd op de Griffie van de Dienst van de Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal overleg overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 november 1969 tot vaststelling van de collectieve arbeidsovereenkomsten (Belgisch Staatsblad van 22 november 1969).

De ondertekenende partijen vragen de algemeen bindend verklaring bij koninklijk besluit van deze collectieve arbeidsovereenkomst, inclusief de bijlage.

### HOOFDSTUK III. - INKOMENSZEKERHEID

#### Artikel 3. - Koopkracht

Afdeling 1 - Indexering

Conform artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Loonvorming van 18 juni 2001 zullen op 1 mei 2003 de minimumuurlonen en de effectieve uurlonen aangepast worden aan de reële index.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. | NR.  
16-05-2003 | 20-06-2003 |

66580

161 142.01

4

Op 1 januari 2004 zullen alle minimumuurlonen en de effectieve uurlonen aangepast worden aan de reële index, op basis van de formule 'sociale index' (= 4-maandelijks gemiddelde) december 2003/april 2003.

Vanaf 2005 zullen alle minimumuurlonen en de effectieve uurlonen jaarlijks op 1 januari aangepast worden aan de reële index volgens de formule 'sociale index' (= 4-maandelijks gemiddelde) december van het voorgaande jaar tegenover december van het jaar daarvoor.

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Loonvorming van 18 juni 2001 zal in die zin worden aangepast voor onbepaalde duur.

Deze wijziging in het indexmechanisme moet het mogelijk maken om vanaf 2005 opnieuw onderhandelingen te voeren op basis van index aangevuld met loonsverhogingen.

#### Afdeling 2 - Verhoging van de minimumuurlonen en de effectieve uurlonen

- Op 1 november 2003 worden alle lonen verhoogd met 1 %
- Op 1 mei 2004 worden alle lonen verhoogd met het saldo tussen 5,4 % verminderd met de som van de reële index op 1 mei 2003, de reële index op 1 januari 2004 en de loonsverhoging van 1 % op 1 november 2003.  
Indien dit saldo negatief is, wordt er geen loonsverhoging toegepast.

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Uurlonen van 18 juni 2001 zal in die zin worden aangepast voor onbepaalde duur, met uitzondering van de bepalingen inzake de saldoformule die van toepassing zijn voor de periode 2003-2004.

Deze saldoformule dient - omwille van de moeilijke economische situatie - als uitzonderlijk en éénmalig te worden beschouwd.

#### Afdeling 3 - Invulling op ondernemingsvlak

De voorziene loonsverhoging op 1 november 2003 van 1 % kan op ondernemingsvlak (op voorwaarde dat de effectieve lonen nooit lager kunnen zijn dan het nationaal minimumbarema) omgezet worden in een gelijkwaardig voordeel. Indien dit overleg op ondernemingsniveau tegen uiterlijk 1 oktober 2003 niet leidt tot een collectieve arbeidsovereenkomst, wordt dit budget omgezet in een algemene verhoging van de lonen met 1 % op 1 november 2003.

## Artikel 4. - Sociaal fonds

- § 1. Vanaf 1 juli 2003 (voor onbepaalde duur) worden alle aanvullende vergoedingen als volgt afgerond
  - Aanvullende vergoeding bij tijdelijke werkloosheid:
    - € 5,00 per werkloosheidsuitkering
    - € 2,50 per halve werkloosheidsuitkering
  - Aanvullende vergoedingen bij volledige werkloosheid en voor oudere werklozen:
    - € 5,00 per werkloosheidsuitkering
    - € 2,50 per halve werkloosheidsuitkering
  - Aanvullende vergoedingen bij ziekte:
    - € 54,75 na 60 dagen
    - € 74,50 na 120 dagen
    - € 96,75 bij een langere ziekteperiode
  
- § 2. Vanaf 1 juli 2003 (voor onbepaalde duur) wordt de minimumleeftijd voor oudere werklozen van het mannelijk geslacht van 57 jaar naar 56 jaar gebracht.
  
- § 3. Vanaf 1 juli 2003 (voor onbepaalde duur) wordt een aanvullende vergoeding geïnstalleerd voor oudere zieken. Deze vergoeding bedraagt € 5,00, is voorzien voor mannen vanaf 56 jaar en voor vrouwen vanaf 55 jaar en dient te worden uitbetaald tot aan de wettelijke pensioenleeftijd.

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Statuten Sociaal fonds van 18 juni 2001 zal in die zin worden aangepast voor onbepaalde duur.

## HOOFDSTUK IV. - WERKZEKERHEID

### Artikel 5. - Werkzekerheidsclausule

Voor de duur van het akkoord 2003 - 2004 worden de aanbevelingen inzake werkzekerheid, voorzien in artikel 6 van het Nationaal Akkoord 2001 - 2002 verlengd:

"Voor de duur van dit akkoord zal in geen enkele onderneming overgegaan worden tot afdankingen om economische redenen vooraleer alle andere tewerkstellingsbehoudende maatregelen - met inbegrip van tijdelijke werkloosheid - uitgeput zijn.

Wanneer zich echter onvoorzienbare en onvoorziene economische en / of financiële omstandigheden zouden voordoen, waardoor bijvoorbeeld tijdelijke werkloosheid of andere equivalente maatregelen sociaal-economisch onhoudbaar worden, zal de toestand paritair onderzocht en besproken worden op het gepaste niveau in functie van een na te streven oplossing."

## **Artikel 6. - Sectorale tewerkstellingscel**

De doelstellingen van de sectorale tewerkstellingscel, opgenomen in artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Vorming en opleiding van 10 mei 2001, blijven onverminderd van toepassing.

Deze sectorale tewerkstellingscel die in uitvoering van het nationaal akkoord 2001 - 2002 in de schoot van Educam werd ingevoerd, zal in die zin worden geëvalueerd.

## **Artikel 7. - Uitzendarbeid en onderaanneming**

Voor de duur van het akkoord 2003 - 2004 worden de aanbevelingen inzake werkzekerheid voorzien in artikel 8 van het nationaal akkoord 2001 - 2002 verlengd.

§ 1. Het beroep op de contracten voor uitzendarbeid zal beperkt worden tot de in de Wet van 24 juli 1987 voorziene gevallen, met inachtnaeme van het uitzonderingskarakter van dit regime.

De raadplegingsprocedure, zoals voorzien in de CAO's nr. 36, 58 en 58 bis van de Nationale Arbeidsraad waarbij de vakbondsafvaardiging, en bij ontstentenis de werknemersorganisaties, voorafgaand haar / hun toestemming moeten verlenen inzake het gebruik van uitzendkrachten in de onderneming, zal strikt worden toegepast.

§ 2. Partijen bevelen aan het beroep op contracten van onderaanneming te beperken en engageren zich om alle maatregelen te nemen om praktijken inzake schijnzelfstandigheid uit te roeien.

## **Artikel 8. - Opzeggingstermijnen**

§ 1. In toepassing van artikel 61 van de Wet van 3 juli 1978 op de Arbeidsovereenkomsten komen partijen overeen een koninklijk besluit aan te vragen dat ertoe strekt de opzegtermijnen, zoals deze bepaald worden in het koninklijk besluit van 12 november 1974 tot vaststelling van de opzegtermijnen voor de ondernemingen die onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen ressorteren, voor de arbeiders met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur en die ressorteren onder het toepassingsgebied van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst als volgt te wijzigen:

	Vooropzeg betekend door werkgever	Vooropzeg betekend door werknemer
Minder dan 5 jaar anciënniteit	5 weken	2 weken
Van 5 tot minder dan 10 jaar anciënniteit	6 weken	2 weken
Van 10 tot minder dan 15 jaar anciënniteit	8 weken	3 weken
Van 15 tot minder dan 20 jaar anciënniteit	12 weken	3 weken
Van 20 jaar en meer anciënniteit	16 weken	4 weken

In geval van opzeg met het oog op brugpensioen gelden de opzegtermijnen zoals bepaald in artikel 59 van de Wet van 3 juli 1978 op de Arbeidsovereenkomsten.

- § 2. Deze nieuwe bepalingen zullen in werking treden op de datum van het verschijnen van een koninklijk besluit ter zake in het Belgisch Staatsblad.
- § 3. Partijen komen overeen dat de opzegtermijnen voor de arbeiders met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur en die ressorteren onder het toepassingsgebied van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst vanaf 15 mei 2003 tot de datum van het verschijnen van het nieuw koninklijk besluit waarvan sprake in § 2 als volgt worden vastgesteld:

	Vooropzeg betekend door werkgever	Vooropzeg betekend door werknemer
Minder dan 5 jaar anciënniteit	5 weken	2 weken
Van 5 tot minder dan 10 jaar anciënniteit	6 weken	2 weken
Van 10 tot minder dan 15 jaar anciënniteit	8 weken	3 weken
Van 15 tot minder dan 20 jaar anciënniteit	12 weken	3 weken
Van 20 jaar en meer anciënniteit	16 weken	4 weken

4

In geval van opzeg met het oog op brugpensioen gelden de opzegtermijnen zoals bepaald in artikel 59 van de Wet van 3 juli 1978 op de Arbeidsovereenkomsten.

## **HOOFDSTUK V. - VORMING EN OPLEIDING**

De ondertekenende partijen verklaren zich akkoord om, rekening houdend met de onderhavige principes, in het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen een collectieve arbeidsovereenkomst betreffende Vorming en opleiding af te sluiten, en dit vanaf 1 juli 2003 voor onbepaalde duur.

### **Artikel 9. - Risicogroepen**

- Bevestiging van de bijdrage van 0,15% voor onbepaalde duur
- Voortzetten van de werkzaamheden inzake het optimaliseren van de stelsels altemnerend leren - werken
- Verlenging van de bepalingen met betrekking tot instroom van risicogroepen

### **Artikel 10. - Recht op permanente vorming**

- Bevestiging van de bijdrage van 0,15% voor onbepaalde duur
- Verfijnen van het bestaande systeem van een recht op permanente vorming

## **HOOFDSTUK VI. - LOOPBAANPLANNING**

### **Artikel 11. - Tijdskrediet en loopbaanvermindering**

Het recht op voltijds en halftijds tijdskrediet, dat conform de bepalingen van CAO 77bis maximaal 1 jaar bedraagt, kan op ondernemingsvlak in paritair overleg en akkoord op maximaal 5 jaar worden gebracht.

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Tijdskrediet en loopbaanvermindering van 2 oktober 2001 zal in die zin worden aangepast vanaf 1 juli 2003, en dit voor onbepaalde duur.

4

## **Artikel 12. - Eindeloopbaan**

- § 1. Het brugpensioen in de sector wordt onder dezelfde voorwaarden en binnen de wettelijke mogelijkheden verlengd.

In die zin zullen de bestaande collectieve arbeidsovereenkomsten inzake brugpensioen worden verlengd vanaf 1 juli 2003 tot en met 30 juni 2005.

- § 2. Voor de duur van het akkoord 2003-2004 worden de aanbevelingen brugpensioen - procedure voorzien in artikel 14 §2 van het nationaal akkoord 2001-2002 verlengd.

Op vlak van brugpensioen bevelen de partijen in het kader van de arbeidsherverdelende maatregelen op ondernemingsvlak volgende procedure aan: minstens 1 maand voor het bereiken van de brugpensioenleeftijd nodigt de werkgever de betrokken arbeider (bij aangetekende brief) uit tot een onderhoud tijdens de werkuren op de zetel van de onderneming. Bij dit onderhoud kan de arbeider zich laten bijstaan door zijn vakbondsafgevaardigde. Bij dit onderhoud zullen zowel naar timing van het brugpensioen als naar opleiding van de vervanger van de bruggepensioneerde sluitende afspraken gemaakt worden.

## **HOOFDSTUK VII. - SECTORALE PROJECTEN 2003-2004**

### **Artikel 13. - Functieclassificatie**

- § 1. Oprichten van een paritaire classificatiecommissie voor 30 september 2003 met als taak actualisering van de bestaande functieclassificatie, opstellen van een procedure bij betwisting, opstellen van een voorbeeldenlijst.
- § 2. Bij elke vergadering worden nieuwe werkafspraken gemaakt en een nieuwe datum vastgelegd

### **Artikel 14. - Vervoerskosten**

Artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Vervoerskosten van 22 mei 1991 wordt als volgt gewijzigd: "Wanneer de arbeider zich verplaatst met om het even welk ander vervoermiddel dan deze voorzien in de hoofdstukken II tot en met V, heeft de arbeider recht op een dagvergoeding. Deze dagvergoeding wordt bekomen door de werkgeversbijdrage in het weekabonnement van de NMBS te delen door vijf.

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Vervoerskosten van 22 mei 1991 zal vanaf 1 juli 2003 in die zin worden aangepast voor onbepaalde duur.



## **Artikel 15. - Statuut van de vakbondsafvaardiging**

In artikel 14 van de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Statuut van de vakbondsafvaardigingen van 28 februari 1974, dient uitdrukkelijk te worden opgenomen dat zowel effectieve vakbondsafgevaardigden als plaatsvervangende vakbondsafgevaardigden beschermd zijn tegen ontslag.

## **Artikel 16. - Gemengd Paritair Comité**

Voor 30 september 2003 dient een werkgroep inzake een gemengd Paritair Comité te worden opgericht teneinde mogelijkheden hieromtrent te onderzoeken.

## **HOOFDSTUK VIII. - SOCIALE VREDE EN DUURTIJD AKKOORD**

### **Artikel 17. - Sociale vrede**

Onderhavig akkoord verzekert de sociale vrede in de sector tijdens heel de duur van het akkoord. Bijgevolg zal geen enkele eis van algemene of collectieve aard voorgelegd worden, noch op nationaal, noch op regionaal, noch op vlak van de individuele onderneming.

### **Artikel 18. - Duur**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor bepaalde duur, gaande van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004, tenzij anders bepaald.

De artikels die van toepassing zijn voor onbepaalde duur kunnen worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend per aangezekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen en aan de ondertekenende organisaties.

De artikels die van toepassing zijn op het Sociaal fonds voor onbepaalde duur kunnen worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend per aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen en aan de ondertekenende organisaties.

4

**Bijlage aan het sectoraal akkoord 2003-2004  
voor het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen  
van 15 mei 2003**

**PREMIES VLAAMSE GEWEST**

De ondertekenende partijen verklaren dat de arbeiders ressorterend onder het Paritair Subcomité 142.01 en die inzake domicilie en tewerkstelling voldoen aan de omschrijving van het Vlaamse gewest gebruik kunnen maken van de aanmoedigingspremies van kracht in het Vlaamse gewest namelijk:

- zorgkrediet
- opleidingskrediet
- ondernemingen in moeilijkheden of herstructureringen

Brussel, 15 mei 2003